

“Je me présenterai un jour aux élections du côté francophone”

■ Kristof Calvo (Groen) propose un virage ultra-fédéraliste pour la Belgique.

Député fédéral, il dit représenter aussi les francophones au Parlement et veut passer la frontière linguistique aux élections.

■ Il défend Ecolo, accusé la semaine dernière de verser dans le “populisme vert”.

Entretien Frédéric Chardon

Kristof Calvo, le bouillonnant chef de groupe des Verts flamands (Groen) à la Chambre, en est persuadé : pour battre la N-VA, il faut lui opposer un contre-modèle qui tienne la route. Or, pour lui, les progressistes ont abandonné le terrain des utopies aux populistes. Dans cet esprit de reconquête politique, Kristof Calvo vient de sortir un nouveau livre (“Leve Politiek”) décliné en 50 propositions devant relancer la Belgique.

Vous proposez de ne garder qu'une seule assemblée parlementaire, avec des chambres régionales, et composée en partie d'élus provenant d'une circonscription fédérale. Est-ce réaliste dans une Belgique aussi “centrifuge” ?

Je sais que mon nouveau modèle ne sera pas pour demain... J'ai fait mon coming-out comme “possibiliste” dans mon premier livre : il faut avoir des idées à long terme et définir des propositions à court terme en même temps. On sous-estime l'importance des idées à long terme : il y a trop de comptables en politique et pas assez d'architectes. Pour gagner en politique, il faut des idéaux et des rêves que l'on veut réaliser pas après pas.

Pourquoi vouloir créer une circonscription fédérale ?

La circonscription fédérale est l'outil le plus important pour faire changer ce pays. Charles Michel, comme Premier ministre, devrait pouvoir défendre

son bilan en Flandre lors des élections. De même, il est important que De Wever soit responsable électoralement devant les francophones. Si on n'obtient pas cette circonscription fédérale rapidement, j'envisage de me présenter aux élections du côté francophone. Un jour, je vais le faire. Comme député fédéral, je représente tout le peuple belge, pas seulement les Malinois ou les Anversois. Je ne peux pas concevoir le fait de ne pas me présenter un jour devant les électeurs francophones de Liège, de Charleroi ou de Namur.

Les politiciens francophones, rarement bilingues, auront du mal à faire campagne en Flandre si cette circonscription fédérale voyait le jour...

Ce n'est pas tellement la langue qui compte mais l'état d'esprit. Il y a certains ministres N-VA qui ont fait des progrès en français sans pour autant être devenus des représentants politiques pour les francophones... Je suis un vrai fédéraliste et ce pays a besoin de cette vision. Moi, je suis plus intelligent au quotidien parce que je travaille avec des francophones. C'est un enrichissement mutuel malgré les petites différences. Vous savez, la Flandre n'est pas un Etat-N-VA. Et le courant séparatiste n'est pas du tout le courant majoritaire en Flandre.

En outre, la N-VA semble mettre de côté le nationalisme pour une idéologie qui allie libéralisme et conservatisme. Oui, il y a une mutation de la N-VA vers les thèmes identitaires. Et les changements en matière économi-

que sont énormes : en 2009, dans son programme pour la Région flamande, la N-VA parlait d'une nouvelle prime pour les enfants, de la création d'une entreprise publique pour l'énergie et d'une assurance-hospitalisation publique... En fait, à cette époque, son projet était très étatiste. Cela aurait pu être un programme du PS. Le programme de la N-VA a aujourd'hui beaucoup changé sur ce plan... Mais la N-VA n'est pas honnête sur sa véritable ambition institutionnelle car elle sait qu'il n'y a pas de majorité politique en Flandre pour cela. Le fil rouge dans la doctrine de la N-VA, c'est un projet où les gens sont en concurrence, avec toujours des gagnants et des perdants. Et la N-VA organise cette concurrence au travers de sa politique économique. La vraie cause de l'anxiété actuelle dans la population, c'est le socio-économique, l'inégalité. C'est ce que font les nationalistes et les populistes partout dans le monde. Trump fait ses réformes fiscales qui renforcent les inégalités aux Etats-Unis et puis il accuse les Mexicains, l'Islam, etc. C'est très perfide.

Vous parlez de vision à long terme mais la force de la N-VA, c'est justement d'avoir un projet de société très structuré et de le mettre en œuvre.

Exact. Même Trump fait cela : son mur le long de la frontière mexicaine, c'est une pure utopie, mais il ose le proposer. C'est une leçon pour tous les progressistes : on doit rêver et faire rêver car, trop souvent, les idéaux ne sont présents que chez les populistes et les nationalistes. Les progressistes se sont pris dans le piège de la technocratie : un pourcentage de moins au niveau du CO₂, un pourcentage en plus pour la taxe sur les plus-values... Mais ce n'est pas assez, on ne gagnera jamais la bataille avec ça !

“Parler de populisme vert, c’est un compliment...”

Ecolo a été accusé de populisme à plusieurs reprises. Récemment encore, suite à la réaction de Zakia Khattabi (coprésidente d'Ecolo) à la mort de la petite Mawda. Elle pointait la responsabilité du gouvernement fédéral avant même de connaître les circonstances exactes du drame. Y a-t-il un “populisme vert” comme le dit Benoît Lutgen ?

“Populisme vert”, je trouve que c’est un compliment. C’est parce nos adversaires savent qu’on devient de plus en plus populaires auprès des gens. On constate d’ailleurs la même chose du côté flamand : il y a de plus en plus d’attaques faciles de la N-VA contre Groen. Idem du côté francophone, Lutgen devient nerveux car l’avenir politique du CDH n’est pas rose. Mais l’écologie politique et le populisme sont deux choses totalement différentes. Et sur les réactions à la mort de la petite Mawda, moi, je suis content de faire partie d’un mouvement dont les représentants sont capables de s’indigner. On ne peut pas réagir comme une machine et considérer cela comme un simple fait divers. Accuser de populisme, c’est une technique pour mettre fin au débat.

Charles Michel parle de “trumpisation” de la gauche. Il gère un gouvernement où il y a une personnalité comme Francken et il ose dire qu’Ecolo se “trumpise”... Allez, les gens sont plus intelligents que cela. Tomber à ce niveau-là, je ne comprends pas. J’attends le jour où il pointerait la “trumpisation” de Theo Francken. Mais ça, il n’ose pas. Pourtant, je sens parfois son malaise. Etre Premier ministre avec la N-VA dans la majorité, cela devrait être intégré dans la liste des métiers pénibles... (rires). Pourtant, au MR, il y a de vrais progressistes et c’est important de créer des ponts vis-à-vis d’eux. Groen veut construire des majorités progressistes en 2019. Nous adressons donc cette question aux libéraux : voulez-vous rester le petit partenaire de ce cartel avec N-VA ? J’espère qu’ils feront un autre choix. Je ne comprends pas que Chastel dise déjà qu’il est en faveur de la reconduction de la même majorité. C’est bizarre pour un libéral.

A propos, vous vous dites libéral. Une anomalie pour un écologiste ?

Heureusement qu’il y a encore les écolos pour faire appel à ces valeurs car le MR a manifestement perdu son compas libéral. L’écologie politique, c’est le meilleur du libéralisme – la liberté- et le meilleur du socialisme – la justice sociale. Ces valeurs s’ajoutent à la protection de la planète. On peut faire converger les préoccupations de l’indépendant, de l’activiste de l’environnement et des aidants-proches. Le libéralisme authentique – pas celui où l’économie de marché régule tout – mérite des ambassadeurs et les progressistes doivent en tenir compte. L’entrepreneuriat est très important pour le projet politique écologiste.

Cela fait quatre ans que l’on a voté. La “suédoise”, mise en place en 2014 à la surprise générale, a-t-elle changé la politique en Belgique, les rapports Nord-Sud ?

Depuis 2014, il y a une confrontation des idées mais je la défends : trop longtemps, il n’y a pas eu de vrais débats sur l’Europe, sur le vivre ensemble ou sur les choix économiques. Cette absence de débat était en fait antipolitique et constituait l’antichambre du populisme. Le clash des idées est important. Vers quoi va-t-on ? Je suis très curieux. L’option A, c’est une emprise de plus en plus forte de la N-VA sur le pays. L’option B, c’est une nouvelle énergie de la société pour construire un projet alternatif. Les élections de 2019 seront très importantes.